

LES CAHIERS DE L' **O**BSERVATOIRE



OBSERVATOIRE
ÉCONOMIE
SOCIALE

Etat des lieux de l'économie sociale en 2011

Ce cahier de l'Observatoire présente et commente quelques données principales de l'économie sociale pour l'année 2011.

L'emploi dans l'économie sociale a connu une croissance de 2 % entre 2010 et 2011. Cette situation contraste avec l'évolution du nombre d'entreprises (en baisse) ainsi qu'avec l'évolution de l'emploi dans le reste de l'économie (croissance de 1,6% en RBC et de 1,8 % en Wallonie).

SOMMAIRE

Page 3 :

Introduction

Page 4 :

Méthodologie

Pages 5 à 11 :

Les entreprises d'Économie Sociale

Pages 12 à 19 :

Les emplois dans les entreprises d'Économie Sociale

Page 20 :

Conclusions

QUELQUES CHIFFRES

1 376 ENTREPRISES

d'économie sociale employeuses
en Wallonie et à Bruxelles.

Elles comptabilisent un peu plus

de **51 000 EMPLOIS.**

Elles ont affiché **2%** de

CROISSANCE de l'emploi entre
entre 2010 et 2011.

L'Observatoire
de l'Économie
Sociale est une
initiative de :

CONCERTes

Avec le soutien de :



Union Européenne
Fonds Européen de
Développement Régional



Interreg
efface les frontières



Wallonie

L'OBSERVATOIRE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE, UNE INITIATIVE DE ConcertES ET DE SES MEMBRES.

L'Observatoire de l'Economie Sociale a été développé dans le cadre du projet D.E.S.I.R. (Développement de l'Economie Sociale Inter-Régional), mené avec la CRESS Nord-Pas de Calais dans le cadre du programme Interreg IV du Fonds européen de Développement Régional. Ce projet s'est déroulé de juin 2008 à décembre 2012.

ACFI - www.acfi.be
AID - www.aid-com.be
ALEAP - www.aleap.be
APACES - www.apaces.be
ATOUT Ei - www.atoutei.be
CAIPS - www.caips.be
COOPAC.BE - www.coopac.be
CRÉDAL SC - www.credal.be
EQUILIBRE - www.reseau-equilibre.be
EWETA - www.eweta.be
FEBECOOP - www.febecoop.be
FEBISP - www.febisp.be
RES - www.resasbl.be
RESSOURCES - www.res-sources.be
RFA - www.rfa.be
SAW-B - www.saw-b.be
SYNECO - www.syneco.be

CONCERTES

Concertation des organisations représentatives de l'économie sociale

Place de l'Université, 16
1348 Ottignies - LLN

Tél. : 010/457.450 - Fax : 010/456.450

www.concertes.be

www.observatoire-es.be

contact@observatoire-es.be

Éditeur responsable : Sébastien PEREAU

Rédaction : ConcertES

Coordination et conception : **PHENYX 43** www.phenyx43.be

Décembre 2012



OBSERVATOIRE
ÉCONOMIE
SOCIALE

INTRODUCTION



Voici la deuxième édition de l'état des lieux de l'économie sociale dressé par l'Observatoire de l'Economie Sociale. Cette publication entend présenter un état des lieux synthétique des entreprises de l'économie sociale en 2011, des emplois qu'elles génèrent et du type d'activités qu'elles développent.

L'analyse porte sur les entreprises d'économie sociale qui répondent à la définition de l'économie sociale telle que l'entend ConcertES, soit « les activités économiques productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se traduit par les principes suivants :

- 1 - finalité de services à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit;**
- 2 - autonomie de gestion;**
- 3 - gestion démocratique et participative;**
- 4 - primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus.»**

Cette définition est, à quelques nuances près, la définition de l'économie sociale du Décret du Gouvernement wallon du 20 novembre 2008 et de l'Ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 avril 2012 relative à l'économie sociale et à l'agrément des Entreprises d'Insertion et des Initiatives Locales de Développement de l'Emploi.

Cet état des lieux entend donc rencontrer les objectifs que s'est donné l'Observatoire de l'Economie Sociale :

- > être un outil au service de tous ceux qui participent aux réflexions, à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques et d'actions concernant l'économie sociale;
- > permettre aux décideurs politiques et aux porteurs de projets d'obtenir les informations qu'ils désirent sur l'économie sociale afin de développer leur argumentaire, leur positionnement et d'appréhender l'économie sociale.

... DES PRINCIPES À UN PÉRIMÈTRE D'OBSERVATION ...

La définition de l'économie sociale étant basée sur des principes éthiques de fonctionnement et d'organisation de l'activité de l'entreprise, il était nécessaire de traduire cette définition en un périmètre d'observation statistique.

En effet, au contraire des statuts juridiques ou du secteur d'activités, l'adhésion et la mise en pratique des principes de l'économie sociale n'est pas une caractéristique que l'on retrouve dans les fichiers de données sur lesquels s'appuie l'Observatoire.

Un travail d'identification préalable a dû être opéré pour ne compiler les informations recueillies que sur les entreprises d'économie sociale partageant la conception de l'économie sociale de ConcertES et de ses fédérations membres.

Le périmètre d'observation reprend donc :

- l'ensemble des membres des fédérations membres de ConcertES,
- les sociétés à finalité sociale (SFS),
- les coopératives reconnues pour le Conseil National de la Coopération (CNC),
- les structures agréées ou soutenues dans le cadre des dispositifs prioritaires du décret relatif à l'économie sociale (Entreprises d'Insertion – EI - ; Entreprises de Travail Adapté – ETA - ; Initiatives de Développement de l'Emploi dans les Services de proximité à finalité Sociale – IDESS - ; Agences-conseils en économie sociale – AC) ou de l'Ordonnance bruxelloise relative à l'économie sociale et à l'agrément des EI et ILDE (les Entreprises d'Insertion – EI – ; les Initiatives locales de développement de l'Emploi – ILDE –), les structures agréées Entreprises/Ateliers de Formation par le Travail (EFT/AFT) ou Organismes d'Insertion SocioProfessionnelle (OISP).

... DES SOURCES DE DONNÉES...

- > Les sources de données utilisées par l'Observatoire de l'Economie Sociale sont les suivantes :
- > Office National de la Sécurité Sociale (ONSS) : données relatives à l'emploi et aux travailleurs des entreprises d'économie sociale
Banque Carrefour des Entreprises (BCE) : données d'identification des entreprises d'économie sociale
- > Centrale des Bilans de la Banque Nationale de Belgique (CBBNB) : données relatives aux comptes annuels déposés par les sociétés commerciales et les asbl tenues d'y déposer leurs comptes
- > Diverses administrations régionales et fédérales : La Direction de l'Economie Sociale de la Direction Générale Opérationnelle 6 du Service Public de Wallonie ; la Direction de la Politique de l'Emploi et de l'Economie plurielle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ; le SPP Intégration Sociale, Lutte contre la Pauvreté et Economie Sociale ... Données d'identification d'entreprises d'économie sociale qu'elles agréent ou soutiennent.
- > Les membres de ConcertES : données d'identification des entreprises d'économie sociale
- > La Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, StatBel, Eurostat : données relatives à l'emploi et à la population en Belgique, Région wallonne et Région de Bruxelles-Capitale
- > La SOWECSOM, Credal : données d'identification de certaines entreprises d'économie sociale

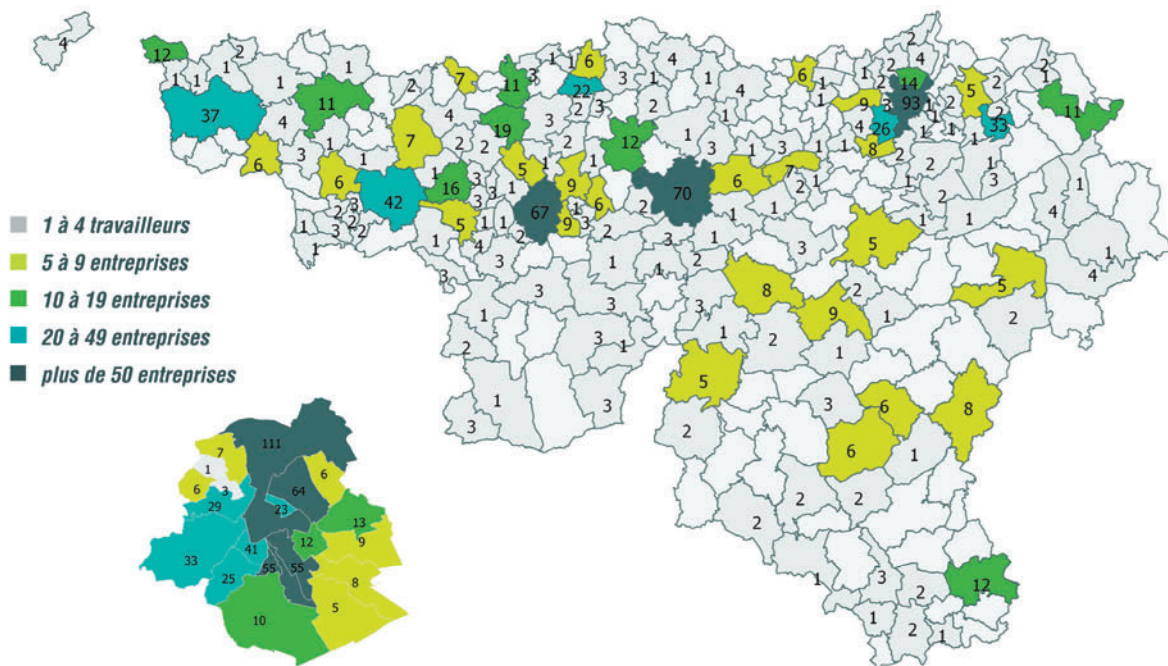
LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Cette première partie traite des entreprises de l'économie sociale.

- Combien sont-elles ?
- Où sont-elles actives ?
- Quelle est leur taille ?
- Quel âge ont-elles ?
- Quelle forme juridique adopte-t-elle ?

LES EFFECTIFS

NOMBRE D'ENTREPRISES EMPLOYEUSES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE - 2011 - PAR COMMUNE

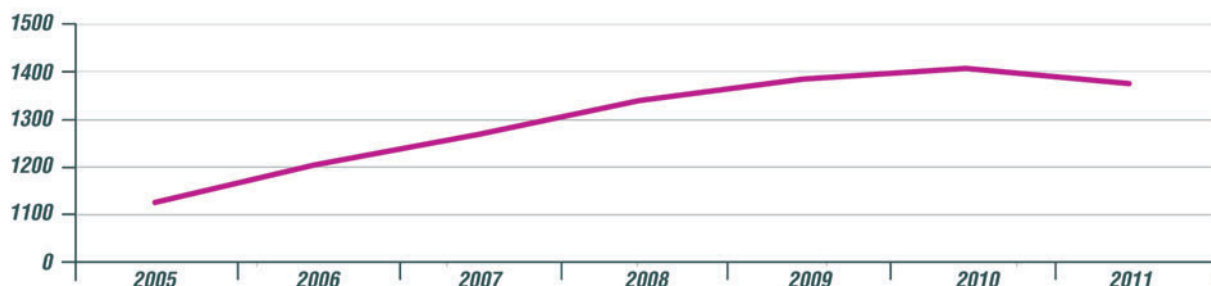


Sans surprise, c'est dans les grandes villes wallonnes que se retrouvent, en plus grand nombre, les entreprises d'économie sociale. Liège, Namur, Charleroi, Mons et Tournai présentent, en nombre absolu, le plus d'entreprises d'économie sociale. Des villes comme Seraing, Verviers ou Ottignies-Louvain-la-Neuve se distinguent également. Suivent ensuite Arlon, Nivelles, Braine l'Alleud, La Louvière et Ath.

Seule une petite majorité des villes et communes wallonnes abritent le siège social d'une entreprise d'économie sociale. Il faut cependant préciser que certaines communes wallonnes n'abritent pas de siège social d'entreprises d'économie sociale mais peuvent accueillir un établissement d'une de ces entreprises et donc les emplois qui y sont exercés.

LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE EMPLOYEUSES 2005-2011

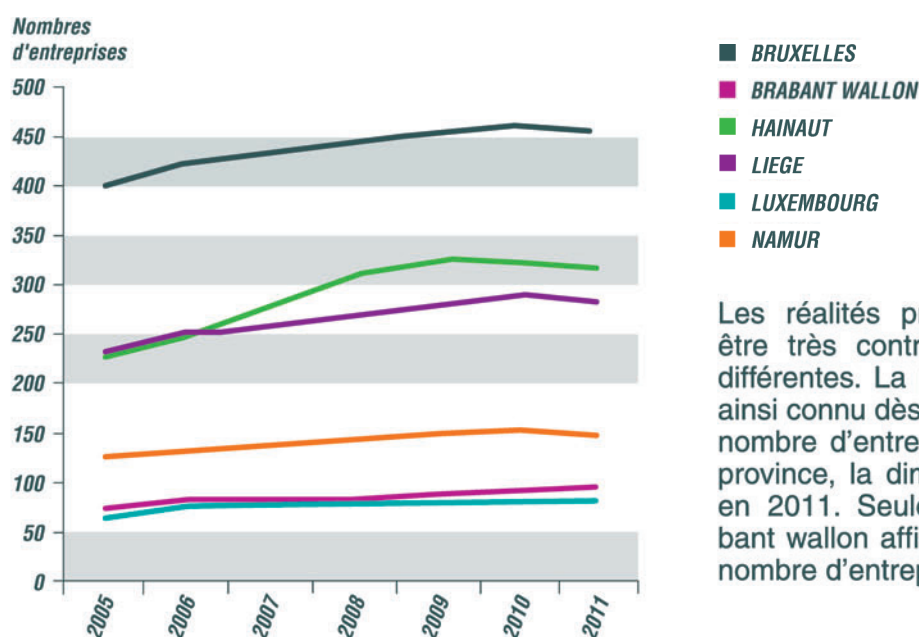


Alors que le nombre d'entreprises n'a cessé de croître entre 2005 et 2010, celui-ci a enregistré une baisse entre 2010 et 2011, tant en Wallonie qu'en Région de Bruxelles-Capitale. Les créations sont bien moins nombreuses que les disparitions. Les disparitions du périmètre d'observation recouvrent diverses réalités : des faillites, des suppressions d'emplois mais aussi des fusions/absorptions qui représentent une disparition nette d'entreprises sans pour autant que les emplois disparaissent également.

Nous verrons d'ailleurs dans le chapitre consacré aux emplois que la tendance à la baisse du nombre d'entreprises ne se retrouve pas du côté des emplois dans les entreprises d'économie sociale qui continuent, eux, de croître.

L'essentiel des disparitions nettes d'entreprises se retrouve dans les asbl (-19) et dans les sociétés coopératives (-8).

RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE PAR PROVINCE 2005-2011

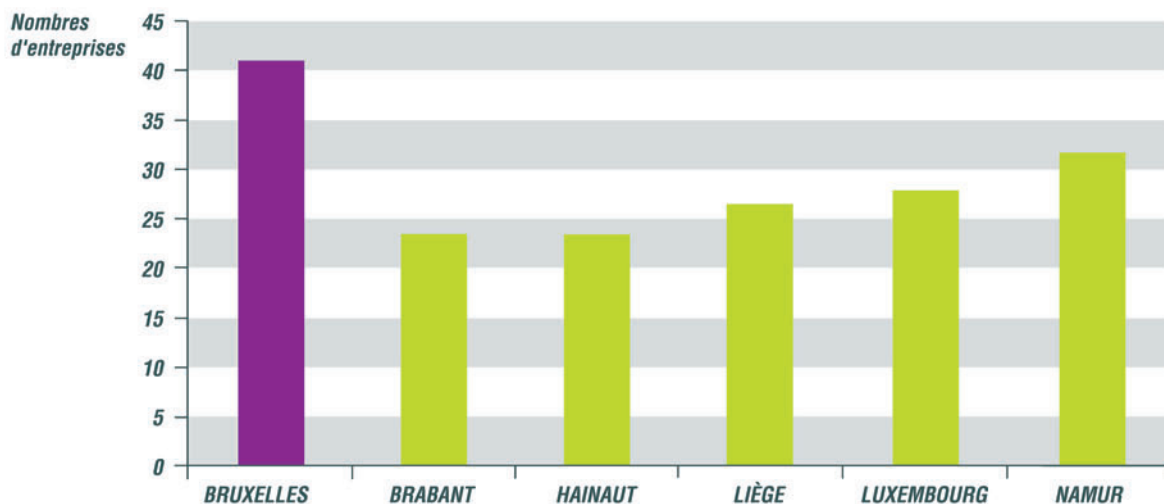


Les réalités provinciales sont, sans être très contrastées, quelques peu différentes. La province du Hainaut a ainsi connu dès 2010 une réduction du nombre d'entreprises. Pour les autres provinces, la diminution est intervenue en 2011. Seule la province du Brabant wallon affiche une croissance du nombre d'entreprises en 2011.

Le graphique permet également de voir que ce sont dans les provinces de Liège et du Hainaut qu'on retrouve le plus d'entreprises d'économie sociale. C'est la province du Luxembourg qui en compte le moins.

LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

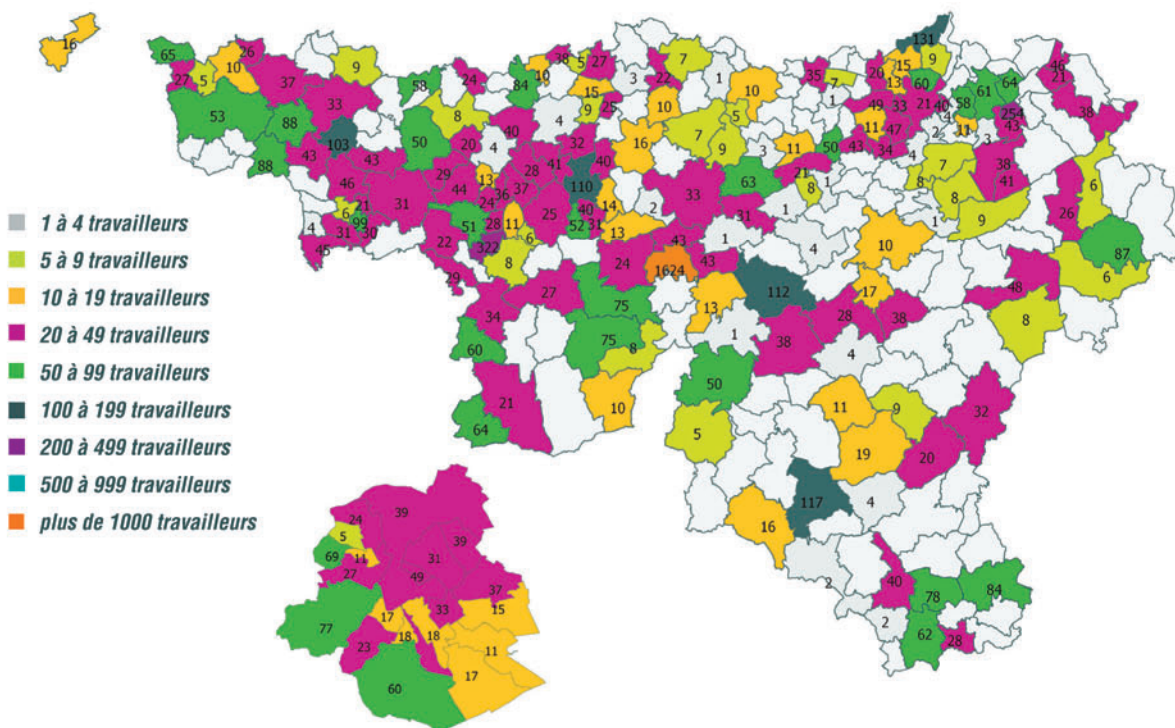
NOMBRE D'ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE PAR 100.000 HABITANTS EN 2011



Si les différences entre les provinces sont marquées en chiffres absolus, elles s'atténuent lorsqu'on compare le nombre d'entreprises au nombre d'habitants. Dans ce cas, ce sont les provinces de Namur et du Luxembourg qui ouvrent la marche et qui comptent le plus d'entreprises par 100.000 habitants. Les différences sont cependant moins marquées qu'en nombre absolu.

TAILLE DES ENTREPRISES DE L'ES

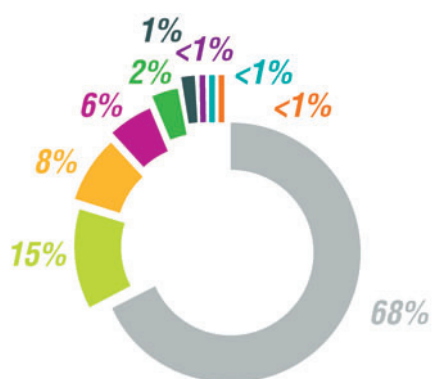
TAILLE MOYENNE DES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE – 2011 – PAR COMMUNE





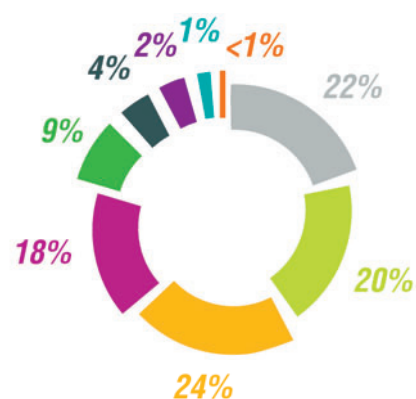
TAILLE DES ENTREPRISES (en nombre de travailleurs) - 2011

Comparaison économie sociale - économie totale.



Économie Totale

- moins de 5
- de 5 à 9
- de 10 à 19
- de 20 à 49
- de 50 à 99
- de 100 à 199
- de 200 à 499
- de 500 à 999
- 1000 et plus



Économie Sociale

Ces deux graphiques montrent que l'économie sociale présente une répartition des entreprises en fonction de leur taille plus diversifiée que dans l'économie totale.

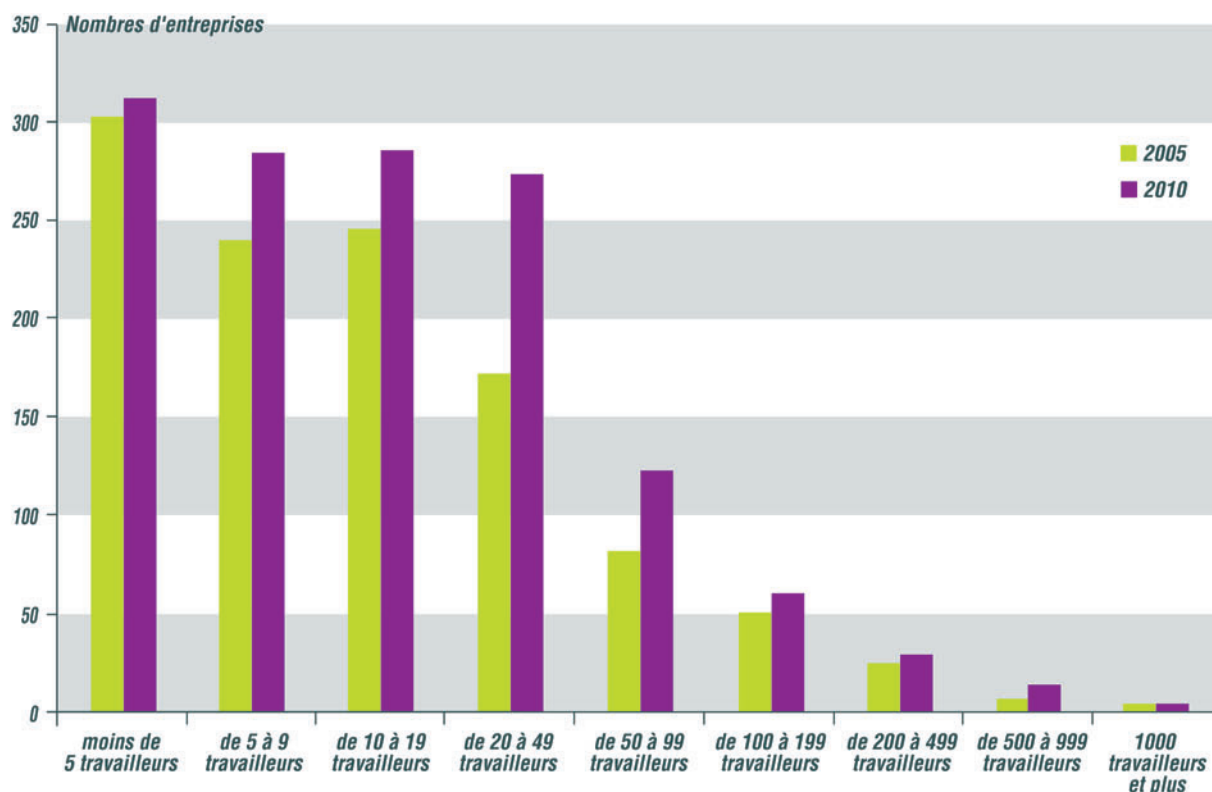
Alors que dans l'économie dans son ensemble, on observe une grosse majorité d'entreprises de moins de 5 travailleurs, cette part descend à 22 % dans les entreprises d'économie sociale.

C'est surtout dans les catégories « 10 à 19 travailleurs », « 20 à 49 travailleurs », « 50 à 99 travailleurs » et « 100 à 199 travailleurs » que les différences sont les plus marquées, l'économie sociale comptant proportionnellement 3 fois plus d'entreprises de ces tailles-là que l'économie totale.



Crédit : Fotolia © studiophotopro

TAILLE DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE – Comparaison 2005 - 2011



En observant l'évolution de la répartition des entreprises d'économie sociale employeuses en fonction de leur taille, on constate une diminution relative du nombre d'entreprises de moins de 5 travailleurs et une augmentation relative des autres catégories. Les augmentations les plus fortes (en nombre relatif) se retrouvent dans les catégories de 20 à 49 travailleurs et de 50 à 99 travailleurs et sont principalement le fait des entreprises d'insertion wallonnes. Cela montre que la croissance de l'emploi dans l'économie sociale est, avant tout, une croissance de l'emploi dans les entreprises elles-mêmes.

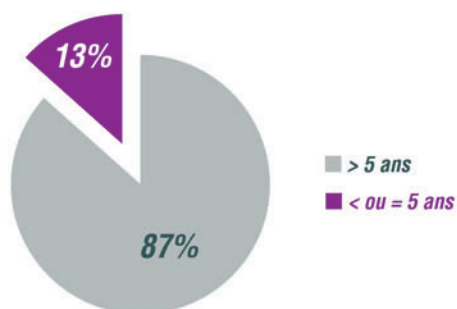
Dans les grandes entreprises, on retrouve surtout des ETA.

Il y a relativement peu de différences régionales. Bruxelles et la Wallonie comptent, à peu de chose près, la même proportion d'entreprises de chacune des tailles à l'exception d'entreprises de très grande taille (100 à 199 travailleurs et 200 à 499 travailleurs) que l'on retrouve plus en Wallonie.

LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

AUTRES CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES DE L'ES

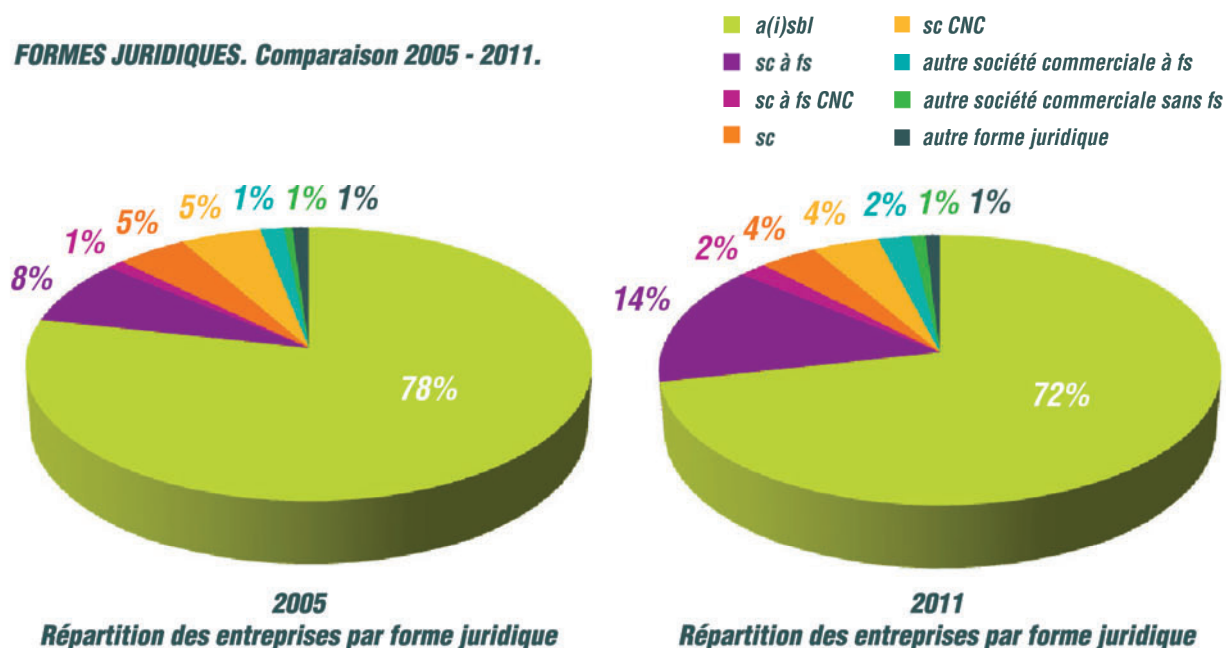
AGE DES ENTREPRISES DE L'ES EMPLOYEUSES 2011.



Age des entreprises de l'es employeuses en 2011

La très grande majorité des entreprises d'économie sociale employeuses a plus de 5 années d'existence. La part des jeunes entreprises a diminué lors des dernières années. Le contexte ambiant de crise a, on l'a vu dans l'économie en général, freiné le processus de créations d'entreprises. C'est également le cas dans l'économie sociale. C'est un des facteurs pouvant aussi expliquer la diminution du nombre relatif d'entreprises d'économie sociale de très petite taille.

FORMES JURIDIQUES. Comparaison 2005 - 2011.



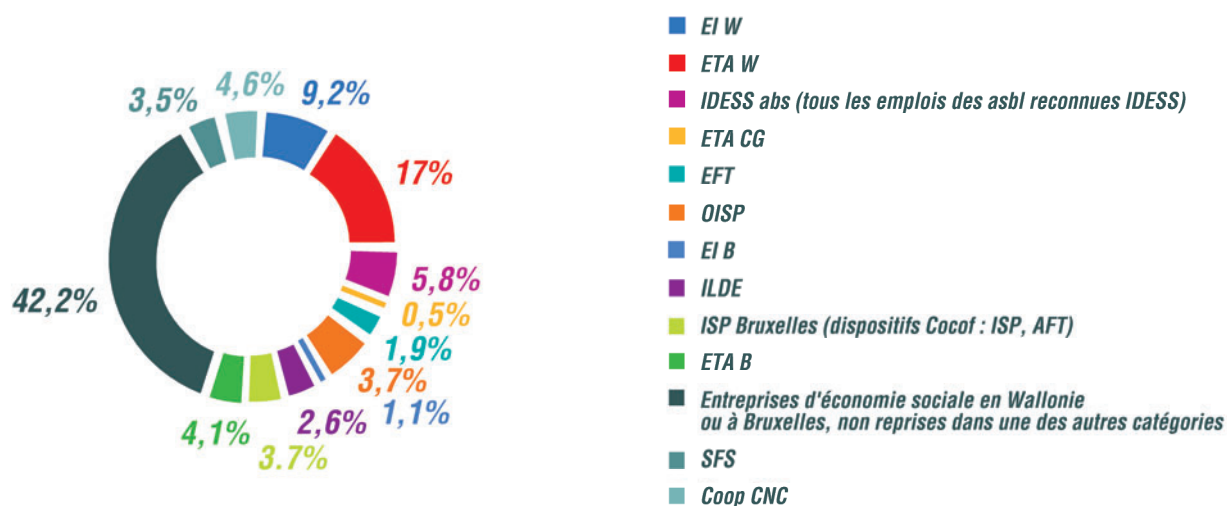
L'économie sociale est majoritairement composée d'asbl. La proportion de sociétés commerciales (avant tout des sociétés coopératives, avec ou sans finalité sociale) est cependant en augmentation constante depuis 2005 (passant de 22 à 28%).

Ce sont les sociétés coopératives à finalité sociale qui ont connu la plus forte croissance (en termes relatifs et absolus). Parmi les sociétés coopératives à finalité sociale qui ont vu le jour entre 2005 et 2011, on retrouve majoritairement des entreprises d'insertion wallonnes. Les différences régionales sont par ailleurs très marquées puisque les asbl ne représentent que 65% des entreprises d'ES en Wallonie (pour 20% de sc à fs) mais 84% à Bruxelles (pour 3% de sc à fs).



Crédit : Fotolia © Vladislav Gajic

RÉPARTITION PAR TYPES D'ENTREPRISE ET D'AGRÈMENT - 2011



Un dernier angle d'approche consiste à analyser les entreprises d'économie sociale suivant leur finalité. Ceci peut-être approché par les agréments qu'elles sollicitent. Dans ce cadre, on peut voir que près de 50 % des entreprises d'économie sociale ne sollicitent pas d'agrément associé à l'économie sociale.

Dans les 50 % restant, les ETA (mise au travail de personnes présentant un handicap) représentent un peu plus de 20 % des emplois ; les Entreprises d'insertion (embauche de personnes très fragilisées sur le marché de l'emploi) un peu moins de 13 % ; les EFT-OISP (formation de demandeurs d'emplois) quant à elles occupent un peu moins de 10 % des emplois (reprenant les formateurs, encadrants, accompagnants ... à l'exclusion des stagiaires qui y sont accueillis).

LES EMPLOIS DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

Cette partie traite des emplois générés par les entreprises de l'économie sociale.

- Combien d'emplois ces entreprises représentent-elles ?
- D'où viennent les travailleurs ?
- Dans quel secteur d'activités trouve-t-on le plus d'emplois ?
- Qu'en est-il de la répartition hommes-femmes ?
- Qu'en est-il de la pyramide des âges ?
- Qu'est-ce que ça représente comme masse salariale ?

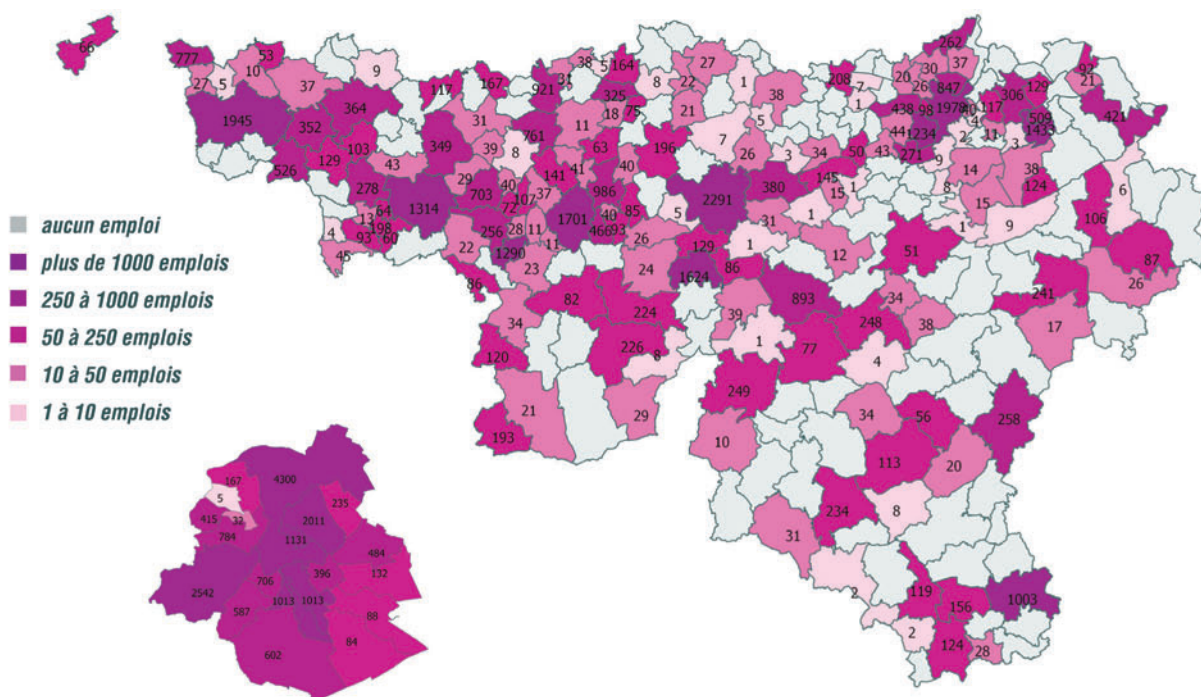
LES EMPLOIS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

La première carte illustre le nombre d'emplois générés par les entreprises d'économie sociale présentes sur les communes wallonnes et bruxelloises.

Sans surprise, c'est dans les grands centres urbains qu'on trouve, en nombre absolu, le plus grand nombre d'entreprises d'économie sociale.

Certaines villes ou communes plus petites ressortent également sur la carte. Ce sont des communes ou villes où l'on retrouve une ou plusieurs entreprises d'économie sociale de (très) grande taille (et dont les emplois peuvent parfois être répartis sur l'ensemble de la Wallonie).

Nombre de postes de travail dans les entreprises d'économie sociale (regroupés au siège social) en 2011.

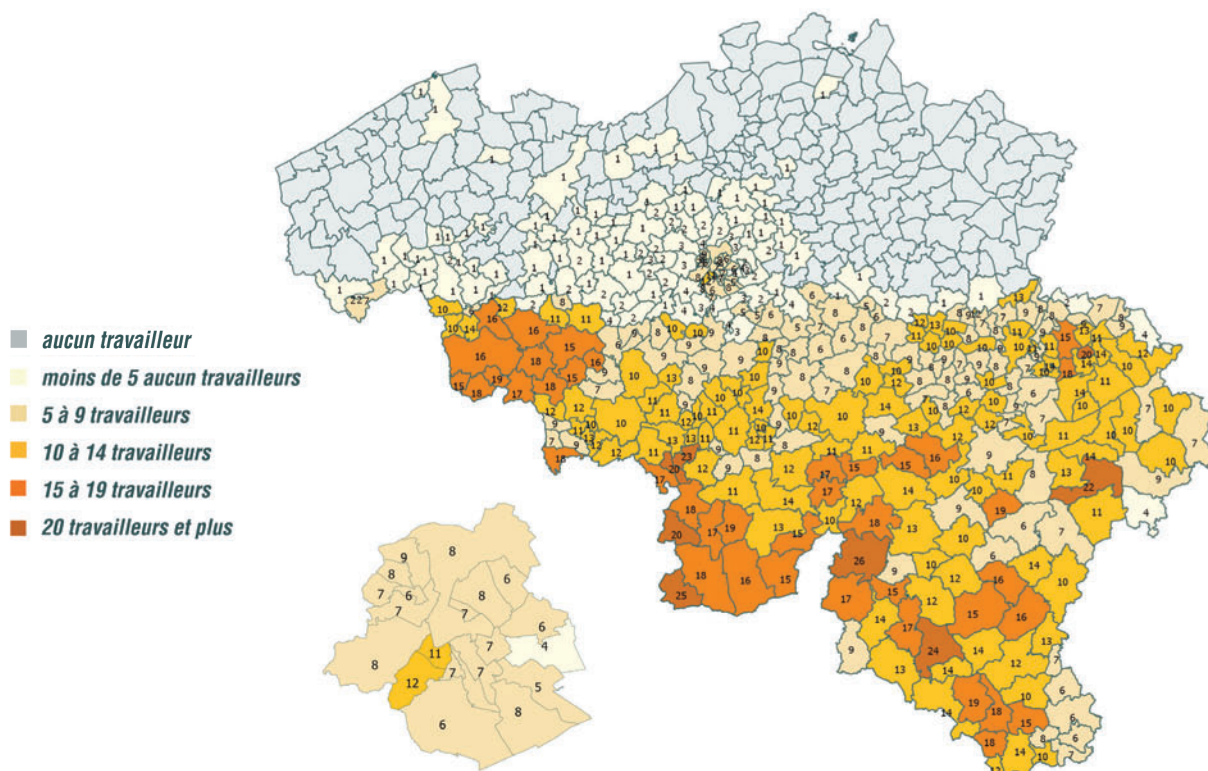


LES EMPLOIS DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

Il est intéressant de comparer cette carte avec la répartition géographique du lieu de résidence des travailleurs de ces entreprises d'économie sociale. Dans ce cas, l'ensemble de la carte de Belgique prend des couleurs et on peut constater que :

- > Un peu moins de 10 % des travailleurs de l'économie sociale des entreprises sises à Bruxelles et en Wallonie sont originaires de Flandre
- > Les travailleurs d'origine flamande travaillent quasi exclusivement dans les entreprises bruxelloises
- > Dans les provinces wallonnes, on observe un pourcentage très faible (moins de 3 %) de travailleurs venant d'une autre région
- > Mis à part Bruxelles et le Brabant wallon (qui compte un peu moins de 40% de travailleurs issus des autres provinces wallonnes et un peu moins de 10% des travailleurs issus de Bruxelles ou de Flandre) on observe une très faible mobilité provinciale : les travailleurs dans les entreprises d'économie sociale sont avant tout originaire de la province du siège social de leur entreprise.
- > La Province de Luxembourg présente le taux le plus important de travailleurs domiciliés à l'étranger (environ 5 %)

Nombre de travailleurs de l'économie sociale wallone et bruxelloise résidant dans la commune par 1000 habitants en 2011.



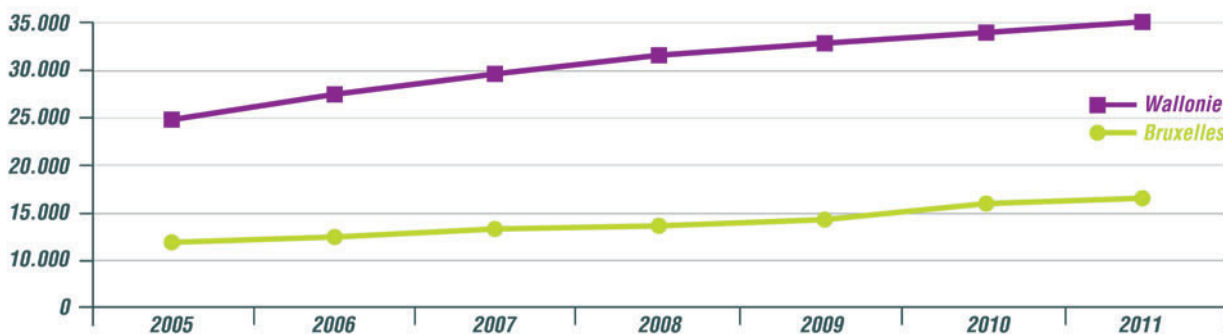
LES EMPLOIS DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

En termes de mobilité régionale, dans l'économie classique, on trouve les chiffres suivants :

> En Région bruxelloise, 39% des emplois sont occupés par des travailleurs ayant leur domicile dans la Région ; 38% par des travailleurs domiciliés en Flandre ; 21% par des travailleurs domiciliés en Wallonie et par des travailleurs étrangers.

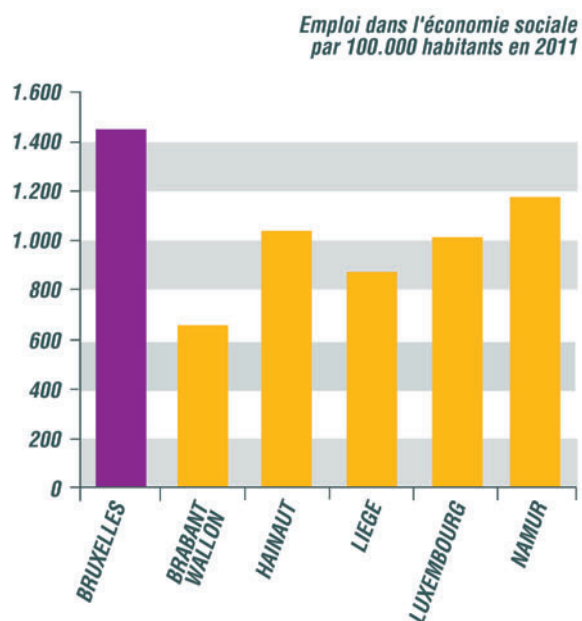
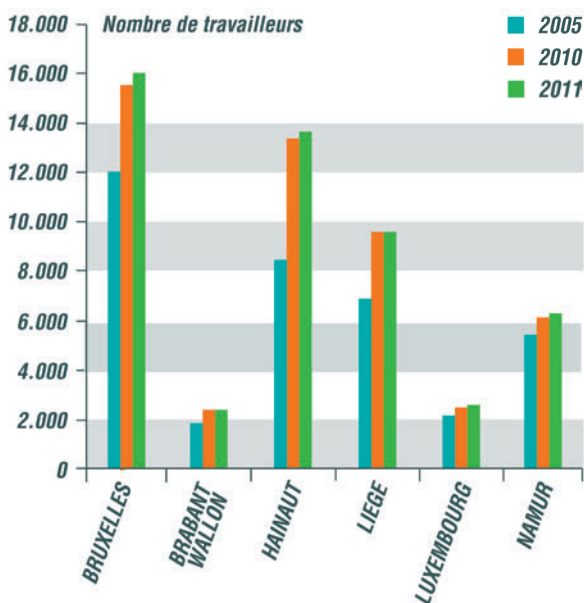
> En Wallonie, le pourcentage d'emplois occupés par des wallons grimpe à 92%. Seuls 3% des emplois sont occupés par des Flamands, 3% par des étrangers et enfin 2% par des Bruxellois. L'Économie Sociale ne se démarque donc pas nécessairement du reste de l'économie sur la Wallonie. En Région bruxelloise, par contre, l'économie sociale montre un taux d'occupation par des Bruxellois plus important que le reste de l'économie.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS DE L'ES (TOTAL ET PAR PROVINCE)- 2005-2011



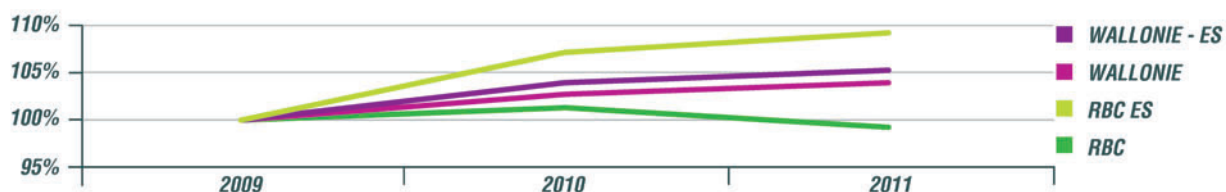
L'économie sociale présente une croissance continue des emplois depuis 2005. La croissance ne s'est pas interrompue entre 2010 et 2011 puisqu'elle a affiché une croissance de 2% entre 2010 et 2011, ce qui lui a permis de dépasser la barre des 51.000 emplois.

En termes de répartition provinciale, seule la Province de Liège a marqué un léger tassement de l'emploi entre 2010 et 2011. Les autres provinces ont, quant à elles, affiché une très légère croissance. Au niveau régional, c'est en Région de Bruxelles-Capitale que la croissance a été la plus forte. En termes d'emplois par 100.000 habitants, les différences s'amenuisent.



LES EMPLOIS DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

ÉVOLUTION RELATIVE DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE EN COMPARAISON À L'ÉCONOMIE TOTALE.



Comparé au reste de l'économie, entre 2009 et 2011, l'économie sociale présente une croissance plus importante.

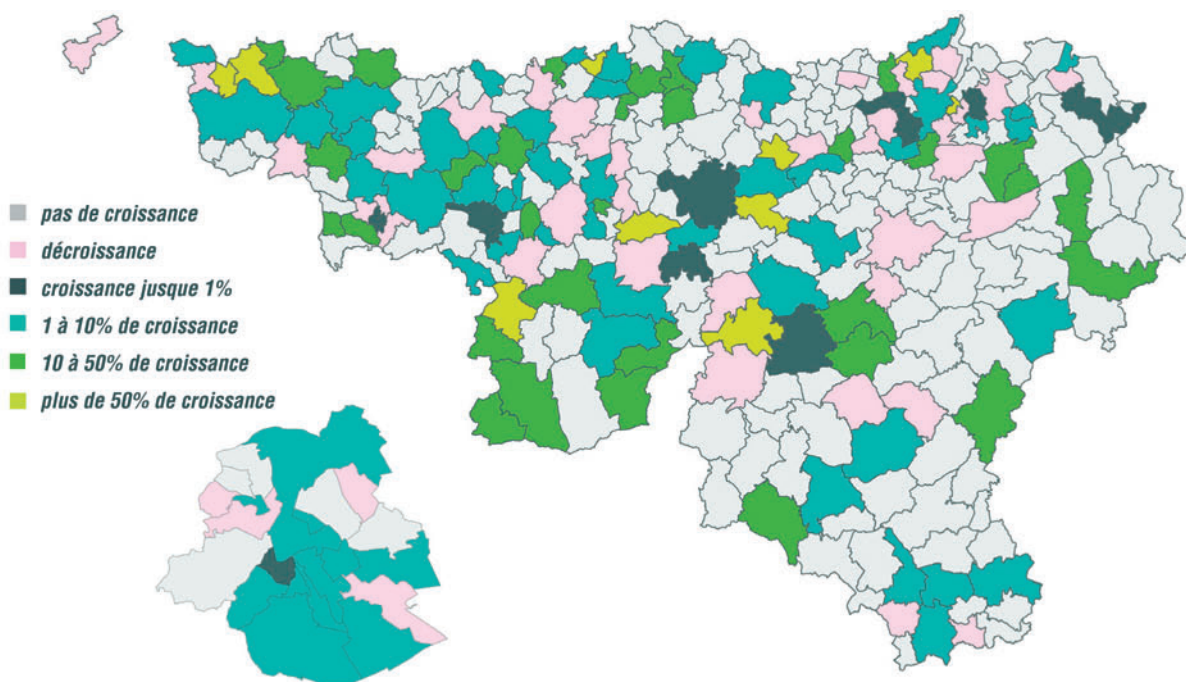
Les différences régionales sont très marquées.

Ainsi, le différentiel de croissance entre l'économie sociale et l'économie totale est très important en Région de Bruxelles-Capitale alors qu'il est beaucoup moins en Wallonie.

CARTE ÉVOLUTION DE LA CROISSANCE DE L'EMPLOI DE L'ES 2010-2011 – PAR COMMUNE

L'évolution de la croissance de l'emploi est également très contrastée si on l'observe par commune où sont situées les entreprises d'économie sociale.

La croissance de l'emploi a été la plus importante tantôt dans des zones où on retrouvait relativement peu d'emplois dans l'économie sociale ; tantôt dans des zones où l'on retrouve de grosses structures d'économie sociale ou tantôt dans des zones plus urbaines.



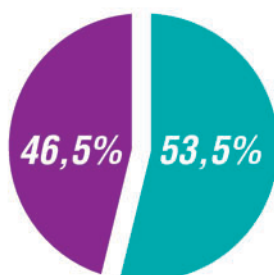
LES EMPLOIS DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

L'ÂGE, LE SEXE ET AUTRES VARIABLES CONCERNANT LES TRAVAILLEUR(EUSE)S

RÉPARTITION HOMMES / FEMMES Comparaison Économie totale - Économie sociale

Si les tendances observées sont les mêmes (augmentation relative du nombre de femmes à l'emploi), le point de départ est différent.

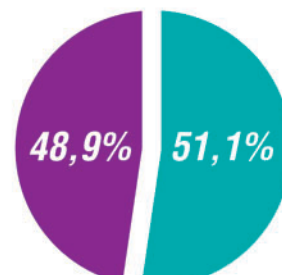
Ainsi, on retrouve, dès le départ, proportionnellement plus de femmes au travail dans l'économie sociale que dans le reste de l'économie. Les femmes sont d'ailleurs majoritaires au sein de l'économie sociale et représentent même 2/3 des emplois en Wallonie. Au sein de l'économie totale, par contre, les hommes restent légèrement majoritaires.



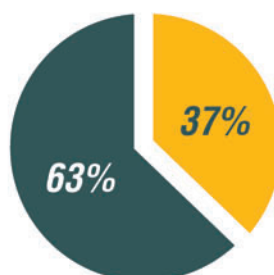
Économie totale 2005

WALLONIE

■ Hommes
■ Femmes



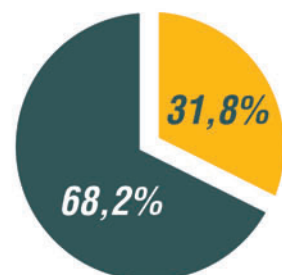
Économie totale 2011



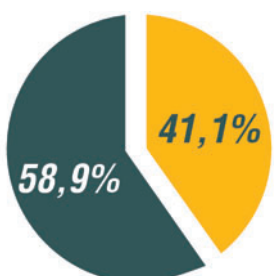
Économie sociale 2005

WALLONIE

■ Hommes
■ Femmes



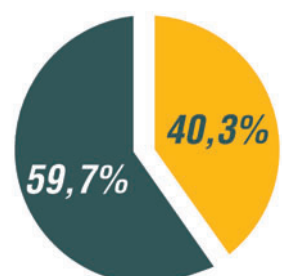
Économie sociale 2011



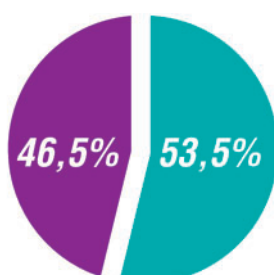
Économie sociale 2005

RÉGION
DE BRUXELLES
CAPITALE

■ Hommes
■ Femmes



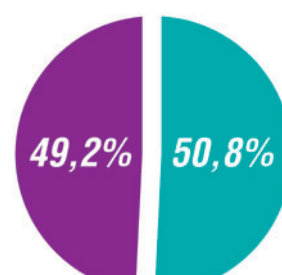
Économie sociale 2011



Économie totale 2005

RÉGION
DE BRUXELLES
CAPITALE

■ Hommes
■ Femmes

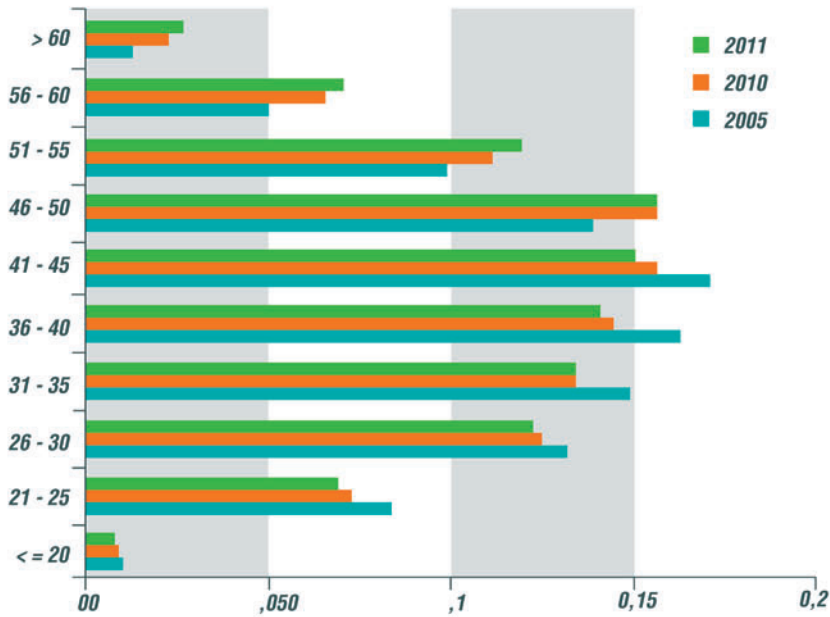


Économie totale 2011

LES EMPLOIS DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

PYRAMIDE DES ÂGES

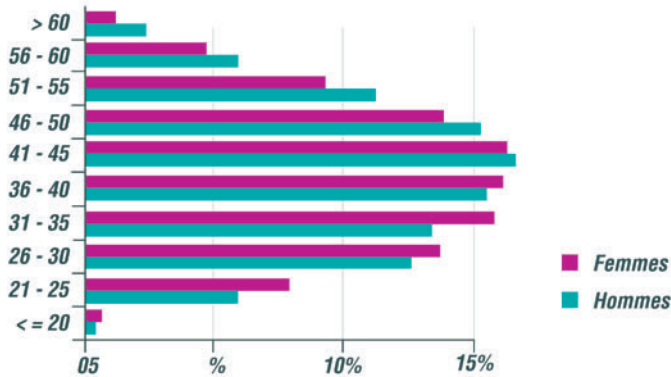
Évolution de la pyramide des âges dans l'ES 2005 - 2011



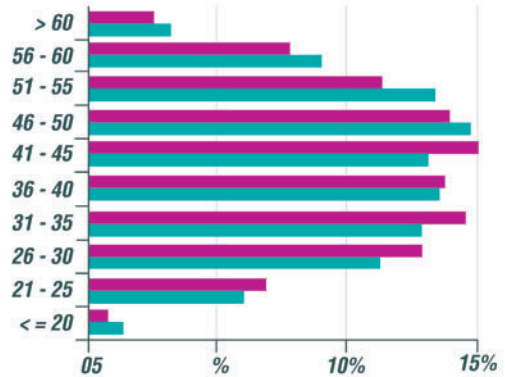
La pyramide des âges suit, dans l'économie sociale, une tendance similaire à celle qu'on peut observer dans l'économie totale en Wallonie et à Bruxelles, soit une diminution relative de la part des travailleurs les plus jeunes (moins de 40 ans) et une augmentation de la part relative des travailleurs âgés (plus de 50 ans).

Les différences entre les genres dans l'économie sociale sont les mêmes en Wallonie et à Bruxelles. Ainsi les hommes sont proportionnellement plus nombreux dans les tranches d'âges les plus élevées.

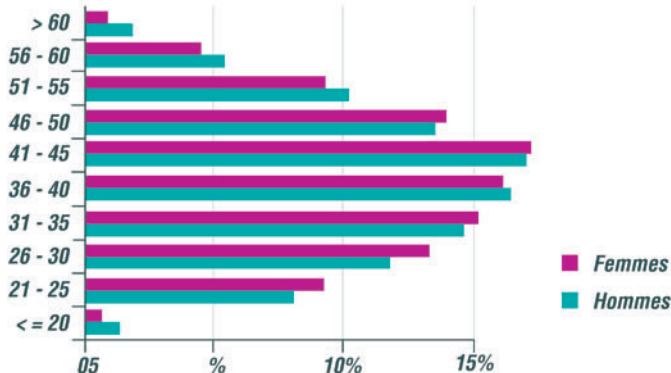
Pyramide des âges - RBC - 2005



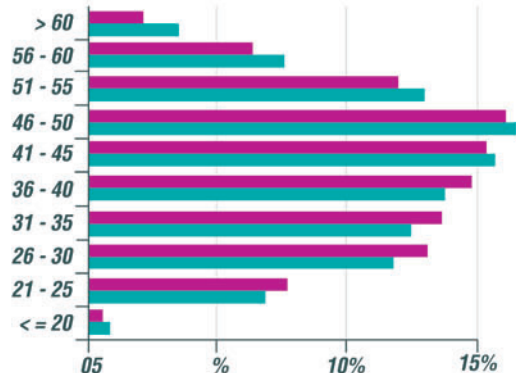
Pyramide des âges RBC 2011



Pyramide des âges Wallonie 2005

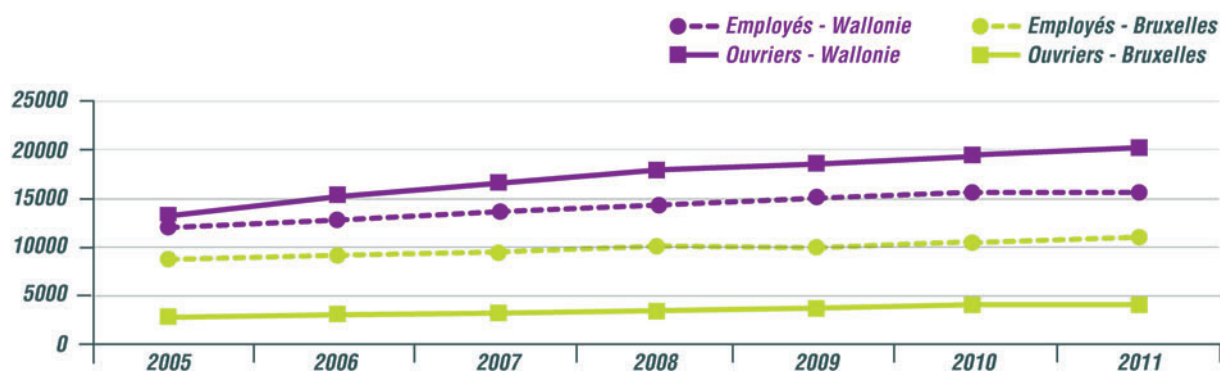


Pyramide des âges Wallonie 2011



LES EMPLOIS DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

ÉVOLUTION OUVRIERS / EMPLOYÉS PAR RÉGIONS 2005-2011 Comparaison Économie Totale – Économie Sociale



Au contraire de l'économie totale où on constate une diminution de la part relative du travail ouvrier, l'économie sociale affiche une augmentation relative du travail ouvrier.

CROISEMENT HOMMES / FEMMES avec TEMPS PLEINS / TEMPS PARTIEL 2005-2011 Évolution de la part des temps pleins dans l'emploi total 2005 - 2011

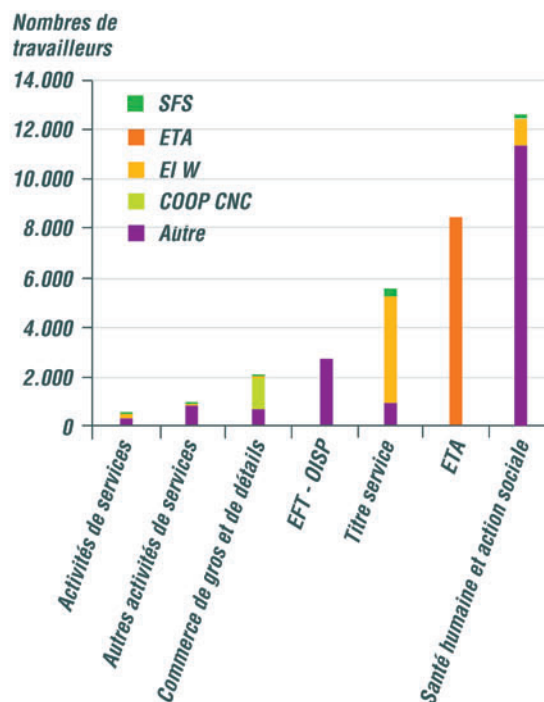
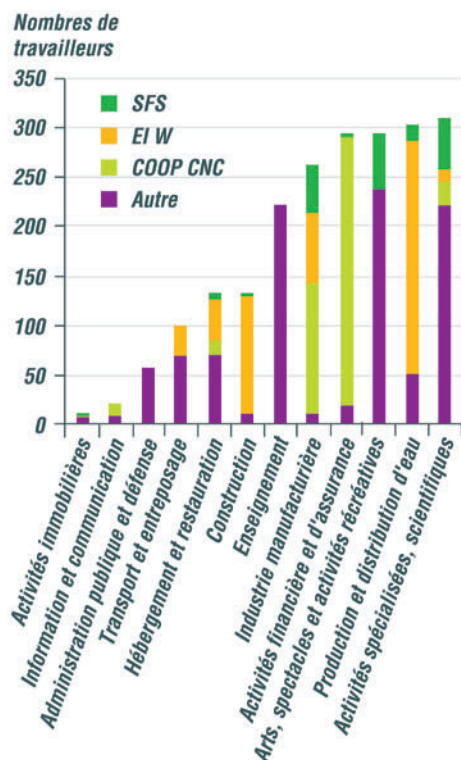
		Économie Sociale 2005	Économie Sociale 2011	Évolution 2005 - 2011	Évolution économie totale 2005 > 2011
HOMMES	Bruxelles	81,46%	79,31%	▼	84% > 82%
	Brabant Wallon	89,25%	82,71%	▼	
	Hainaut	85,23%	82,87%	▼	86% > 84%
	Liège	77,89%	73,30%	▼	
	Luxembourg	84,57%	83,01%	▼	
	Namur	76,81%	82,48%	▲	
FEMMES	Bruxelles	56,00%	51,50%	▼	60% > 57%
	Brabant Wallon	47,36%	43,44%	▼	
	Hainaut	43,84%	30,67%	▼	49% > 45%
	Liège	40,02%	34,82%	▼	
	Luxembourg	31,35%	29,87%	▼	
	Namur	30,21%	27,31%	▼	

On constate donc que l'économie sociale présente une proportion de temps plein systématiquement inférieure à celle observée dans l'économie totale. L'évolution est cependant identique des deux côtés : une augmentation des emplois à temps partiel.

En Région bruxelloise, pour l'ensemble de l'économie, tout sexe confondu, ce taux est passé de 73,4 % en 2005 à 69,9 % en 2010 ; en Wallonie, ce taux est passé de 68,7 % à 65,1 %.

LES EMPLOIS DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

POSTES DE TRAVAIL PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ



En termes de secteurs d'activités, on retrouve l'économie sociale dans l'ensemble des secteurs d'activités, dans diverses proportions.

Un petit travail a été effectué afin d'approcher au mieux la répartition sectorielle des entreprises d'économie sociale. D'une part, les emplois dans les activités titres-services ont été isolés (pour qu'ils ne se retrouvent pas éclatés au sein de diverses catégories). Une telle opération a également été répétée pour les ETA et pour les EFT-OISP qui se retrouveraient sinon au sein de la catégorie 'santé humaine et action sociale'.

Sur cette base, la répartition sectorielle est déjà un peu plus palpable. Ainsi, les secteurs où l'économie sociale est la plus présente (en termes de nombre d'emploi) sont les secteurs de la Santé humaine et de l'action sociale (hors hôpitaux) ; les activités titres-services ; le secteur de la formation (EFT-OISP).

Les entreprises de travail adapté, actives dans divers secteurs d'activités, représentent également un bon volume d'emploi.

La croissance de l'emploi la plus importante, en termes absolus et relatifs, entre 2005 et 2011, a été enregistrée dans les activités titres-services : + 380% (soit une croissance de 5.000 emplois ; l'essentiel étant le fait des entreprises d'insertion wallonnes).

Suit ensuite le secteur de la santé humaine et de l'action sociale (+3.800 emplois) ; les entreprises de travail adapté (+1300 emplois) et les activités liées à l'éducation (hors enseignement obligatoire et universitaire ; +765 emplois).

En termes de croissance relative, d'autres secteurs s'illustrent aussi entre 2005 et 2011. Il s'agit des sections NACE « Activités spécialisées, scientifiques et techniques » (400 emplois en 2011 et + 95% de croissance entre 2005 et 2011) ; de la section NACE « Production et distribution d'eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution » (300 emplois en 2011 ; et une croissance de 80%) et de la Construction (+ 70% ; 180 emplois fin 2011).

La croissance dans le secteur de la construction s'explique, avant tout, par le développement d'entreprises d'écoconstruction.

CONCLUSION

L'économie sociale est présente dans de nombreux secteurs d'activités.

En plus de se distinguer des entreprises classiques par l'adhésion aux principes éthiques définissant l'économie sociale, les entreprises d'économie sociale se distinguent également sous certains aspects statistiques, tels que l'ont montré les chiffres présentés dans cette brochure :

- > Une croissance de l'emploi plus importante que dans le reste de l'économie
- > Proportionnellement plus d'emploi féminin
- > Proportionnellement plus d'emploi à temps partiel (aussi bien chez les hommes que chez les femmes)
- > Proportionnellement plus d'entreprises de moyenne ou grande taille

Cette première actualisation des données relatives à l'économie sociale permet donc de confirmer les premières tendances révélées par la publication de décembre 2011. De là à en tirer des premières conclusions, il y a un pas auquel nous ne pouvons pas encore nous risquer aujourd'hui.

Par contre l'actualisation régulière de ces données permettra dorénavant une analyse plus fine des statistiques afin de les confronter à une série d'hypothèses et de pouvoir en tirer tous les enseignements possibles.

DÉJÀ PARUS :

- > **Cahier 1 : Les Services à la personne / Service de proximité** - Août 2009
- > **Cahier 2 : Entreprises d'insertion françaises et EI wallonnes** - Mai 2010
- > **Cahier 3 : Promouvoir l'emploi des personnes handicapées** - Janvier 2011
- > **Cahier 4 : Les travailleurs participent-ils à la gestion des entreprises?** - Mars 2012
- > **Cahier 5 : Economie Sociale et Solidaire : Quels emplois et quels besoins de formation?** - Juin 2012
- > **Cahier 6 : Comment les entreprises d'économie sociale et solidaire répartissent-elles leurs bénéfices ?** - Octobre 2012
- > **Cahier 7 : Enjeux et perspectives de l'économie sociale et solidaire pour les services de proximité** - Décembre 2012



PLUS D'INFO SUR CE QU'EST L'ÉCONOMIE SOCIALE :

L'Economie Sociale - Proposition de cartographie wallonne, ConcertES, 2008

disponible sur :

<http://www.concertes.be/joomla/images/documents/cartographie%20es%202008.pdf>

S. Mertens - Définir l'économie sociale – Les cahiers de la Chaire Cera – vol.2 – 2005

disponible sur :

http://www.ces.ulg.ac.be/uploads/Cahier_Cera_02_Definir_l_economie_sociale.pdf